bill S-24 émanant du Sénat et visant à modifier la loi sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

(La motion est adoptée et le bill est lu pour la 1^{re} fois.)

LE DRAPEAU

DÉPLOIEMENT SUR LA COLLINE—MOTION VISANT À SUSPENDRE L'ORDRE DU JOUR EN VERTU DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): J'invoque l'article 26 du Règlement pour proposer l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire d'une importance nationale pressante, c'est-à-dire le droit du premier ministre, sans autorité juridique, d'arborer un drapeau non approuvé sur un terrain qui est propriété de la Couronne, en affirmant qu'il agit ainsi à la demande de certains députés.

Je soutiens que la question revêt une grande importance et que la discussion de cette affaire est pressante du fait que le très honorable représentant entend prendre cette initiative inouïe, dont il a fait part à la Chambre hier, dans quelques heures. De fait, le mât du drapeau est déjà sur le terrain en face de l'édifice du Parlement... (*Applaudissements*)

Cette requête, monsieur l'Orateur, est tout à fait étrangère à l'ordre des travaux prévus pour la semaine prochaine. Elle ne vise pas à débattre le problème du drapeau, mais le principe mis en cause par ce geste, c'est-à-dire le droit du premier ministre du Canada de tourner le décret du conseil n° 5888, adopté le 8 septembre 1945, et de faire comme s'il n'existait pas.

M. l'Orateur: On m'accordera peut-être le privilège d'entendre l'opinion de quelques députés sur cette motion projetée, avant de rendre une décision.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la question est prétendue urgente, étant donné qu'un modèle d'un drapeau qui fait l'objet d'un ordre de la Chambre sera déployé dans quelques heures et que l'honorable député qui a proposé la motion nous informe que cette façon d'agir tourne le décret du conseil de 1945 établissant qu'à certaines fins le drapeau connu sous le nom de pavillon rouge est le drapeau du Canada.

Le même argument, monsieur l'Orateur, pourrait s'appliquer à la présentation, à la Chambre des communes, d'un projet de résolution qui, en fait, décrit verbalement un drapeau qu'on propose comme drapeau national

[L'hon. M. Martin.]

du Canada. En présentant la résolution, on a distribué une reproduction en couleurs du drapeau à tous les députés sans qu'ils protestent. Au contraire, ils ont vu là un moyen utile de déterminer, chacun de son côté, quelle attitude adopter à l'égard de la décision que le Parlement devait prendre.

La semaine dernière, certains députés ont demandé qu'on arbore le drapeau. La meilleure façon de juger de la valeur d'un drapeau, disaient-ils, c'est de le voir, non seulement reproduit en couleurs, mais flotter au vent. C'est le gouvernement, et non pas le premier ministre, qui a décidé qu'il serait convenable et utile de montrer aux députés le modèle de drapeau décrit dans la résolution, le seul dont la Chambre sera saisie, à moins qu'on ne propose un amendement en vue de le modifier ou de le remplacer.

Une voix: Une autre reculade!

Le très hon. M. Pearson: Si on présente un amendement, et on n'en présentera pas de ce côté-ci...

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Pearson: ... si les vis-à-vis présentent un amendement, monsieur l'Orateur...

M. Knowles: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Il se trouve que je suis d'accord avec la position qu'adopte le premier ministre en cette affaire, mais ne débat-il pas la motion plutôt que la question de savoir si cette motion devrait être débattue? Ne devrait-il pas s'en tenir à la question de savoir si ce débat est pressant?

Le très hon. M. Pearson: La question posée à la Chambre est pressante, parce que le gouvernement a annoncé qu'il arborerait le drapeau, ce qui pourrait être considéré comme inconvenant par l'honorable député qui a présenté la motion. En discutant de l'inconvenance de ce geste, je rattache évidemment ceci à l'urgence de la question. J'allais justement signaler, et c'est tout ce que j'ai à dire, que, si les honorables vis-à-vis proposaient un amendement en vue de modifier le dessin, cet amendement aurait un caractère officiel équivalent à celui du dessin décrit actuellement dans le projet de résolution et il serait consigné aux procès-verbaux de la Chambre. En pareil cas, je dirais que si un dessin de ce genre était proposé et s'il devenait partie intégrante des procès-verbaux de la Chambre, on devrait avoir exactement le même droit de le déployer que dans le cas du dessin décrit actuellement dans la motion.